



**ACADÉMIE
DE NICE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction des services départementaux
de l'Éducation nationale
des Alpes-Maritimes**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20230704-2023-148-DE
Date de télétransmission : 05/07/2023
Date de réception préfecture : 05/07/2023



CONVENTION RELATIVE À L'ORGANISATION ET AU FONCTIONNEMENT DES CLASSES À HORAIRES AMÉNAGÉS MUSICALES À L'ÉCOLE ÉLÉMENTAIRE SAINT-EXUPÉRY

ENTRE :

L'État, la Direction des Services Départementaux de l'Éducation Nationale des Alpes-Maritimes (DSDEN), représentés par Monsieur Laurent LE MERCIER, inspecteur d'académie, directeur académique des services de l'Éducation nationale des Alpes-Maritimes, 53 avenue Cap de Croix 06181 Nice cedex 2,

Ci-après dénommée « l'Éducation nationale »

ET

La Commune de Grasse, identifiée sous le numéro SIREN 210 600 698, dont le siège est situé Place du Petit Puy - BP 12069 - 06131 GRASSE Cedex, représentée par son Maire en exercice **Monsieur Jérôme VIAUD**, agissant au nom et pour le compte de ladite Commune en vertu-d'une délibération du Conseil Municipal n° 2023-148 du 4 juillet 2023,

Ci-après dénommée « la Commune »

PREAMBULE

Les Classes à Horaires Aménagés Musicales (CHAM) de l'école Saint-Exupéry, en conformité avec les textes législatifs en vigueur définissant les programmes, permettent la mise en œuvre d'un projet homogène partagé par tous les membres de l'équipe pédagogique. Ainsi, il convient d'établir une nouvelle convention de partenariat entre la commune de Grasse, l'établissement musical et l'Éducation nationale, en toute cohérence, vers la concrétisation d'un projet concerté garant d'un enseignement de qualité pour les élèves.

Les classes à horaires aménagés permettent aux élèves des classes élémentaires, montrant un réel intérêt pour les activités musicales, de recevoir, à la fois à l'école et dans le cadre d'une école de musique contrôlée par l'État, un enseignement musical renforcé.

Ainsi comprise, la pratique musicale vise non seulement à donner à l'élève des aptitudes, des capacités techniques et des connaissances, mais encore à éveiller et à forger sa propre personnalité en enrichissant sa capacité à s'exprimer, à communiquer par le son, à développer sa créativité, et à réagir de façon autonome et personnelle.

La répartition globale des autres enseignements est aménagée équitablement, afin de ne négliger aucun domaine des programmes scolaires.

Les élèves seront recrutés au CE1 et CE2 pour l'année 2023-2024. Pour les années suivantes, ils seront recrutés conformément aux dispositions qui régissent les CHAM : un recrutement dès le CE1 avec une montée pédagogique jusqu'au CM2.

IL EST ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de fixer les conditions d'organisation et de fonctionnement des Classes à Horaires Aménagés Musicales (CHAM) à dominante instrumentale permettant aux élèves de recevoir dans le cadre de leur scolarisation élémentaire une éducation musicale renforcée.

Article 2 : Lieux d'exercice des CHAM

Les Classes à Horaires Aménagés Musicales se déroulent au sein de l'école Saint-Exupéry, sise boulevard Antoine Maure, à Grasse (06130). Cette école primaire est située à proximité du conservatoire de musique qui participe à ces CHAM.

Article 3 : Conditions d'organisation et de fonctionnement des CHAM

L'activité musicale suit les directives de la circulaire n° 2002-165 du 2 août 2002 (BOEN n° 31 du 29 août 2002) et de l'arrêté du 22 juin 2006 (BOEN n° 30 du 27 juillet 2006) qui s'appliquent à l'équipe pédagogique de l'école Saint-Exupéry et du conservatoire de musique à rayonnement communal de Grasse.

Ces classes sont constituées autour d'un projet pédagogique global concerté entre l'enseignement général et l'enseignement artistique spécialisé du Conservatoire de Musique de Grasse. Ce projet respecte la double finalité des CHAM, s'intègre au projet d'école ainsi qu'au fonctionnement global de l'ensemble des classes de l'école Saint-Exupéry.

Les CHAM visent à favoriser la réussite scolaire et artistique des élèves musiciens inscrits dans les deux établissements.

Les Classes à Horaires Aménagés Musicales (CHAM) doivent permettre aux élèves de suivre une scolarité dans les conditions les plus satisfaisantes possibles tout en développant parallèlement des compétences musicales particulièrement affirmées.

La famille de l'élève scolarisé en CHAM s'engage à respecter les objectifs des classes à horaires aménagés ainsi que les règles de fonctionnement et d'organisation. L'inscription en CHAM implique cet engagement de l'élève et de ses parents pour la durée de la scolarité dans le premier degré. Un travail personnel et régulier est indispensable.

Le non-respect de ce cadre pourrait entraîner la sortie du dispositif CHAM pour l'élève.

Si l'équipe pédagogique constate que le dispositif CHAM n'est pas ou plus approprié pour un élève (motivation insuffisante, implication réduite, difficultés scolaires liées au dispositif), le conseil de cycle peut proposer une sortie des classes à horaires aménagés musicales. L'intérêt de l'élève restant primordial dans la recherche d'un cursus adapté pour sa réussite scolaire.

Article 4 : Candidature et procédure d'admission en CHAM

Les critères d'entrée sont définis en concertation entre le conservatoire de musique et l'école Saint-Exupéry en application de la circulaire interministérielle définissant les objectifs et les contenus de l'enseignement musical.

Les dossiers de candidature sont à télécharger sur le site de la DSDEN des Alpes-Maritimes ou à retirer à l'école Saint-Exupéry ou à la circonscription de Grasse (13, Boulevard Fragonard, 06130 Grasse). Ils devront être complétés et retournés à la circonscription de Grasse dans les délais fixés chaque année par l'inspecteur d'académie, directeur académique des services de l'Éducation nationale des Alpes-Maritimes.

Le recrutement des candidats à l'entrée en CHAM est mis en place conformément au B.O. n°30 du 27 juillet 2006, annexe 5. Il s'organise dans le cadre d'activités collectives en petits groupes sous la forme de jeux musicaux permettant de mesurer le potentiel musical de l'élève : sa capacité à percevoir la pulsation, à reproduire un rythme simple, à mémoriser, à s'engager vocalement, à s'investir dans l'activité, à prendre sa place au sein du groupe et à se concentrer. L'objectif essentiel de cette observation doit rester l'appréciation d'une motivation.

Une commission chargée d'examiner les candidatures est réunie sous la présidence de l'inspecteur d'académie, directeur académique des services de l'Éducation nationale des Alpes-Maritimes ou de son représentant.

Elle comprend :

- le Directeur de l'école Saint-Exupéry,
- un enseignant de l'école chargé de CHAM,
- le Directeur du conservatoire ou son représentant,
- un professeur du conservatoire chargé de CHAM,
- la Conseillère Pédagogique départementale en Éducation Musicale (CPEM),
- deux représentants des parents d'élèves désignés par l'inspecteur d'académie, directeur académique des services de l'Éducation nationale des Alpes-Maritimes parmi ceux siégeant au Conseil Départemental de l'Éducation Nationale (CDEN).

La commission établit la liste des admissions en classes CHAM pour la rentrée suivante.

Les familles sont informées personnellement par l'Éducation nationale dans les jours qui suivent la commission.

Article 5 : Procédures d'inscription et d'affectation

Suite à l'admission prononcée par la commission, prévue à l'article 4 de la présente convention, le directeur de l'école Saint-Exupéry procède à l'affectation en classes à horaires aménagés musicales selon la procédure habituelle d'inscription à l'école.

Le recrutement étant local, tous les élèves scolarisés à Grasse peuvent être concernés. Une dérogation de secteur devra être sollicitée auprès des communes de résidence des élèves retenus.

Les familles procèdent ensuite à l'inscription de leur enfant au Conservatoire de Musique de Grasse selon la procédure habituelle.

Article 6 : Fonctionnement

L'Éducation nationale, en concertation avec le conservatoire, s'engage à aménager l'emploi du temps des classes où seront affectés les élèves de manière à permettre un équilibre dans la répartition du volume horaire global des élèves.

L'organisation des activités réunissant les élèves qui suivent un enseignement musical renforcé et ceux des autres classes sera adaptée.

Les élèves doivent respecter les règlements intérieurs de chaque établissement.

Les élèves sont sous la responsabilité du professeur des écoles.

Article 7 : Répartition des horaires - Contenus d'enseignement

Les horaires d'enseignement peuvent être modulés dans les fourchettes précisées ci-dessous :

- CE1-CE2 : 3 heures hebdomadaires minimum et 5 heures hebdomadaires maximum ;
- CM1-CM2 : 3 heures 30 hebdomadaires minimum et 5 heures 30 hebdomadaires maximum.

Les contenus concernent obligatoirement les domaines suivants :

- Éducation musicale générale et technique (Formation Musicale) : entre 1 heure et 2 heures 30
- Pratique collective vocale et/ou instrumentale (Chant choral et ensembles instrumentaux) : entre 1 heure et 2 heures
- Formation instrumentale en groupe restreint : 1 heure

L'organisation générale de l'enseignement dans sa globalité et la répartition des horaires font l'objet d'une large concertation entre les deux partenaires.

Les classes à horaires aménagés doivent être réfléchies et apparaître comme des vecteurs pédagogiques originaux portant des préoccupations éducatives au bénéfice de tous les élèves de l'école.

La réussite du dispositif dépend de la cohérence d'ensemble de la formation reçue par les élèves à chaque niveau : les enseignements scolaires et la formation musicale renforcée.

Aussi, il revient aux enseignants de renforcer les liens entre les objectifs du programme des CHAM définis par le B.O. n°30 du 27 juillet 2006 et ceux des enseignements scolaires en développant les projets interdisciplinaires et en travaillant sur les compétences transversales.

Les classes à horaires aménagés musicales doivent apparaître comme partie intégrante du projet d'école. Leur organisation et leur fonctionnement doivent donc être compatibles avec l'organisation et le fonctionnement de l'école : respect des règles de sécurité, dispositifs (dont ceux liés à la prise en compte de la difficulté de l'élève), actions pédagogiques, suivant les décisions du conseil des maîtres de cycle.

Les contenus d'enseignement devront se référer aux programmes en vigueur (à la date de signature de la présente convention).

Ce projet concerté sera complété d'un volet précisant le détail du fonctionnement (répartition des horaires dans l'emploi du temps pour les quatre niveaux de classe, liens dans l'organisation de l'école).

L'allègement horaire est à répartir sur l'ensemble des disciplines figurant au programme officiel pour les classes concernées, dont aucune ne doit être supprimée de l'enseignement dispensé aux élèves. L'horaire global hebdomadaire d'enseignement pour l'élève ne devant en aucun cas dépasser l'horaire officiel d'enseignement en vigueur à l'École.

Dans la recherche de correspondance avec les objectifs du dispositif, on cherchera à limiter le surcroît de travail pour les élèves. De ce fait la pratique d'un seul instrument sera le cadre général.

Article 8 : Évaluation

Les dispositifs d'évaluation seront mis en place, de façon concertée entre le conservatoire et l'école Saint-Exupéry.

Les critères et les procédures d'évaluation (modalités, fréquence, etc.) des élèves sont élaborés par l'équipe pédagogique qui comprend les enseignants de l'école Saint-Exupéry et ceux du conservatoire.

Les résultats au plan scolaire et musical des élèves déjà admis dans le cursus à horaires aménagés sont examinés par le conseil de cycle, seule instance compétente pour assurer le suivi et l'évaluation des élèves.

Un représentant du conservatoire est invité à participer aux conseils de cycle.

Les professeurs du conservatoire en charge des élèves peuvent participer à une partie des conseils de cycle pour enrichir les échanges sur le suivi individuel des élèves.

Article 9 : Partenariat

L'école Saint-Exupéry et le conservatoire s'informent mutuellement par écrit des éventuelles modifications d'emploi du temps et des diverses manifestations culturelles envisagées durant l'année scolaire.

La mise en place et l'organisation en partenariat de rencontres musicales et de diverses manifestations artistiques contribuent au développement et au rayonnement des classes à enseignement musical renforcé.

Le directeur du conservatoire ou son représentant participe à titre consultatif au conseil d'école et est invité aux diverses réunions concernant les classes à horaires aménagés.

La conseillère pédagogique en éducation musicale, chargée de la coordination du dispositif CHAM par l'inspecteur d'académie, directeur académique des services de l'Education nationale des Alpes-Maritimes contribue à l'application de la présente convention. A ce titre, elle peut être invitée au conseil d'établissement du conservatoire à titre consultatif et participer aux différentes réunions qui concernent les classes à horaires aménagés.

Des représentants de l'équipe pédagogique peuvent participer aux diverses réunions d'informations proposées aux parents d'élèves dans les deux établissements.

Article 10 : Coût de la CHAM

La commune de Grasse prend en charge les droits d'inscription pour les élèves nouvellement inscrits en CHAM à partir de la rentrée 2023. Cette prise en charge se limite uniquement au forfait de base intitulé « *Un enseignement théorique et un instrument (pratiques collectives incluses)* » dans le tableau des droits annuels d'inscription. Toutes options ou cours supplémentaires seront à la charge des familles.

L'achat ou la location de l'instrument ainsi que son entretien restent à la charge des familles.

Article 11 : Durée de la convention

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée d'un an. Elle prendra effet à compter de la rentrée de septembre 2023.

La présente convention sera renouvelée chaque année par tacite reconduction pour une nouvelle période d'un an.

La présente convention annule et remplace toute convention CHAM effectuée antérieurement.

Article 12 : Modification affectant la convention

Toute modification à la présente convention devra faire l'objet d'un avenant après accord des parties signataires sur la modification.

Article 13 : Résiliation de la convention

La convention peut être dénoncée à l'initiative des parties suite à une volonté commune, ou à la demande de l'une d'entre elles.

Dans ce dernier cas, la dénonciation doit faire l'objet d'un préavis motivé de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception.

Si l'envoi par lettre recommandée motivée n'est pas respecté, la convention continue à s'appliquer jusqu'au terme de l'année scolaire en cours.

Les parties, ou l'une d'entre elles peuvent également décider de ne pas renouveler tacitement la convention au terme d'une année moyennant le respect d'un préavis de trois mois notifié par lettre recommandée avec accusé de réception.

Toute résiliation quel qu'en soit le motif ne pourra donner lieu au versement d'une quelconque indemnité.

Article 14 : Règlement des litiges

Toutes difficultés, à l'occasion de l'interprétation ou de la présente convention qui n'auraient pu faire l'objet d'un règlement amiable, dans le cadre de la Commission de contrôle et de conciliation, seront soumises au Tribunal Administratif de Nice.

Article 15 : Élection de domicile

Pour l'exécution des présentes dispositions et de leurs suites, les parties font élection de domicile :

- La commune de Grasse en l'Hôtel de Ville - BP 12069 - 06131 GRASSE Cedex
- L'État, la Direction des Services Départementaux de l'Éducation Nationale des Alpes-Maritimes au 53, avenue Cap de Croix - 06181 NICE cedex 2

Fait à Grasse, le juillet 2023

L'Inspecteur d'Académie
Directeur académique des services départementaux
de l'éducation nationale des Alpes-Maritimes

Pour la commune de Grasse,
Le Maire,

Laurent LE MERCIER

Jérôme VIAUD
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes
Président de la Communauté d'Agglomération
du Pays de Grasse